

Équité salariale

	Parti conservateur	Parti libéral	NPD	BQ	Parti Vert
S'est engagé à adopter une nouvelle loi sur l'équité salariale fondée sur les recommandations du Groupe de travail sur l'équité salariale.	X	✓	✓	✓	✓

Encore aujourd'hui, les femmes gagnent en moyenne un salaire inférieur à celui des hommes, peu importe l'emploi qu'elles occupent. Les données de Statistique Canada pour l'année 2006 indiquent que dans l'ensemble, les femmes qui travaillent à plein temps gagnent 70,5 % du salaire des hommes qui occupent un emploi comparable au leur. Pour les femmes autochtones et les femmes issues des minorités visibles, l'écart salarial est encore plus marqué. Selon le Groupe de travail sur l'équité salariale, les femmes autochtones gagnent 46 % du salaire moyen des hommes, et les femmes issues des minorités visibles gagnent 64 % du salaire moyen des hommes. Cette iniquité salariale a des conséquences beaucoup plus étendues qu'il y paraît : prestations de maternité et prestations parentales réduites, rente de retraite peu élevée en raison du fait que les femmes retraitées qui reçoivent la pension de vieillesse du Canada (RPC) et la rente du Québec (RRQ) ne touchent que 58 % du montant que reçoivent les hommes retraités. L'iniquité salariale contribue à accroître la pauvreté et la dépendance économique dont les effets se répercutent sur la santé des gens et la société.

Le rapport du Groupe de travail sur l'équité salariale, intitulé *L'équité salariale : une nouvelle approche à un droit fondamental*, a relevé un certain nombre de mesures à prendre pour apporter une solution à cette situation. Le Groupe de travail a recommandé au gouvernement fédéral de reconnaître l'équité salariale en tant que droit humain fondamental, et d'adopter une nouvelle loi proactive en matière d'équité salariale qui protégera les femmes, y compris les travailleuses autochtones, les femmes issues des minorités visibles et les travailleuses ayant des limitations fonctionnelles. De plus, le Groupe de travail a recommandé la mise sur pied d'une commission sur l'équité salariale et d'un tribunal de l'équité salariale.

*Cette analyse repose sur des données publiques disponibles au 10 septembre 2008.

Q. Votre parti s'engagera-t-il à adopter une nouvelle loi sur l'équité salariale fondée sur les recommandations du Groupe de travail sur l'équité salariale?